Éditorial

par Julie Ndaya Tshiteku

Ce nouveau numéro du *Carrefour congolais* est consacré à une question qui traverse la société congolaise contemporaine : ce que les migrants congolais apportent à leur pays. Placé sous le titre "Un capital pour le pays : les migrants congolais et leurs liens avec la RDC" il rassemble six contributions qui, par la diversité de leurs échelles d'analyse et de leurs terrains, éclairent les multiples liens que les Congolais établis à l'étranger entretiennent avec la République démocratique du Congo. Des cadres mondiaux de la compétition pour les talents aux pratiques quotidiennes des familles kinoises, des transferts d'argent à l'envoi de denrées alimentaires, de la citoyenneté à distance aux parcours des jeunes femmes en diaspora, les articles réunis ici invitent à dépasser une vision strictement comptable de la migration. Ils montrent que la mobilité des Congolais ne se réduit ni à une perte ni à une rupture : elle engage des solidarités, des ressources et des formes d'appartenance qu'il importe de comprendre dans leur complexité.

Un premier ensemble de contributions replace la question congolaise dans le cadre plus large des migrations africaines et de la mondialisation. Julie Ndaya Tshiteku examine la diaspora congolaise, son histoire, sa répartition géographique et ses liens avec la République démocratique du Congo. Son article retrace les migrations, des mobilités coloniales aux départs provoqués par les crises économiques et politiques et les changements des politiques migratoires européennes. Il décrit la diversité des communautés à l'étranger : générations, étudiants, travailleurs, réfugiés et entrepreneurs. À partir de travaux et de données statistiques, il souligne la prédominance des destinations africaines et l'importance de l'Europe. Enfin, il étudie les transferts de fonds, les associations, les réseaux religieux et les mobilisations qui

entretiennent les liens avec le pays d'origine. Benjamin Mwadi Makengo s'intéresse à la compétition mondiale pour les talents et à la place qu'y occupe l'Afrique. Mobilisant une approche qualitative d'économie politique et le concept de pouvoir fondé sur le savoir, il soutient que la migration hautement qualifiée est devenue un mécanisme stratégique par lequel les États accumulent du capital humain et consolident leurs systèmes d'innovation. L'Afrique y apparaît en situation de désavantage structurel, en raison notamment de la dépendance historique, de la fragilité des systèmes de recherche et de la rareté des opportunités locales. Si les diasporas contribuent par les transferts de fonds, les réseaux professionnels et le transfert de connaissances, ces apports demeurent insuffisants lorsqu'ils ne s'appuient pas sur des institutions solides. L'auteur propose dès lors de reformuler la fuite des cerveaux comme une inégalité géopolitique et plaide pour une circulation structurée des compétences plutôt que pour une limitation de la mobilité. Matiti Mbuta Didier propose pour sa part une lecture d'ensemble des migrations en Afrique, phénomène multiforme que façonnent les conflits, les changements climatiques, la pauvreté et la quête d'opportunités économiques. Son article montre que ces mouvements ouvrent des perspectives de développement économique et social, notamment par les transferts de fonds et les échanges culturels, mais qu'ils posent aussi des défis de sécurité, d'intégration et de protection des droits humains. L'auteur appelle ainsi à une gestion concertée et inclusive, associant les États, les organisations régionales et les acteurs non étatiques.

Ces cadres généraux trouvent un prolongement concret dans deux études consacrées aux apports de la diaspora aux ménages kinois. Lubanza Mananasi Symphorien examine l'achat de médicaments spécialisés comme l'un des facteurs des transferts d'argent des Congolais d'Europe vers Kinshasa. À partir d'entretiens semi-directifs menés auprès de vingt chefs de ménage des communes de Lemba et de Masina, l'étude montre que les envois répondent à des motivations

multiples, parmi lesquelles les dépenses de santé occupent une place importante, les médicaments étant souvent difficiles d'accès ou coûteux en RDC. Ces fonds servent également à couvrir l'alimentation, l'éducation, le logement et les situations d'urgence. La diaspora apparaît ainsi comme un acteur économique majeur, qui renforce la capacité des familles restées au pays à faire face à leurs besoins essentiels. Kilau Nkangula Augustine et Mutombo Masuta Anaclet s'intéressent, quant à eux, à une pratique plus singulière : l'envoi de glacières de nourriture à l'extérieur de la RDC. Leur contribution met en lumière le long circuit qui mène de la production à la consommation et la multitude d'acteurs, souvent invisibles, qu'il mobilise : producteurs, vendeurs, acheteurs, débrouillards, aides, nettoyeurs de légumes, pileurs de feuilles de manioc, fabricants et vendeurs de mortiers et de pilons, manufacturiers, industriels. L'envoi d'une glacière apparaît ainsi comme bien plus qu'un geste familial : c'est une activité génératrice de revenus, qui irrigue toute une économie locale.

La dimension sociale et symbolique de ces échanges est au cœur de la contribution de Makukila Kihosambuta Garry. L'auteur observe que les Congolais sont nombreux à s'établir hors de leur pays à la suite de déséquilibres politiques, démographiques et socio-économiques, mais qu'ils « voyagent avec leur équipement culturel » et contribuent au développement du pays à distance, par des transferts d'argent et de biens, ainsi que par les connaissances, les expériences et les compétences acquises dans les pays d'accueil. Sur le plan sociologique, ces apports manifestent une solidarité à l'égard des compatriotes restés au pays. L'auteur y voit une « citoyenneté à distance » et qualifie cette diaspora de « migration sans déracinement ». Il la présente non comme une diaspora « au rabais », mais comme une diaspora en pleine construction. Cette réflexion trouve un écho dans l'étude d'Eder Kitapandi Luzau consacrée aux jeunes femmes congolaises en diaspora. Fondée sur une démarche qualitative qui mobilise la sociologie des migrations, la théorie de la reconnaissance et les perspectives transnationales, l'étude analyse les mécanismes qui favorisent le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. Elle montre que,

malgré les discriminations et les obstacles structurels, ces jeunes femmes mobilisent leurs ressources éducatives, professionnelles, relationnelles et entrepreneuriales pour construire des trajectoires d'intégration. Elles contribuent ainsi au développement des sociétés d'accueil comme à celui de la RDC. L'article plaide en faveur d'une gouvernance inclusive, qui valorise leurs compétences, leur engagement citoyen et leur rôle dans le développement transnational.

Pris dans leur ensemble, les articles de ce numéro dessinent une image nuancée de ce que les migrants congolais apportent à leur pays. Cet apport prend des formes variées : transferts financiers, envois de biens, circulation des savoirs, engagement citoyen, dynamiques de reconnaissance. Il s'inscrit dans des contextes marqués par des contraintes, qu'il s'agisse des inégalités mondiales dans l'accès aux talents, de la fragilité institutionnelle ou des discriminations. La valeur de la diaspora ne se réalise donc pleinement que si des institutions et des politiques publiques sont capables de l'accompagner. Une même question traverse ainsi ce numéro : comment faire de liens souvent informels, enracinés dans la solidarité familiale, des ressources durables pour le pays, sans nier ce qu'ils doivent aux acteurs eux-mêmes ? C'est précisément dans cette tension entre mobilité et attachement, entre ressources individuelles et institutions collectives, entre expériences locales et dynamiques mondiales, que les sciences sociales trouvent l'un de leurs objets privilégiés. Les contributions réunies dans ce numéro invitent à poursuivre la réflexion à partir des réalités congolaises elles-mêmes, en donnant toute leur place aux pratiques, aux expériences et aux savoirs des migrants et de leurs familles.